



Libreville, le 10 Décembre 2021

Tel. [REDACTED]

à l'attention de

**Monsieur le Premier Président
du Conseil d'Etat**

LIBREVILLE

Affaire : le requérant su désigné
c/ le Ministère de l'enseignement
supérieur et la recherche scientifique
et l'Etat

Objet : récusation et désignation de nouveaux
Magistrats rapporteur

Monsieur le Premier Président,

J'ai l'honneur de venir auprès de votre bienveillante attention vous soumettre ce qui suit. Par notification d'huissier de justice n°1437/2020-2021 du 12 Février 2021, une plainte administrative a été introduite auprès du Ministre de la Justice Garde des Sceaux (pendante à ce jour) à l'encontre notamment du Magistrat Monsieur MOUDOUMA MBOUMBA Valentin, qui de ce fait ne peut : - être désigné ; - mener instruction ; - participer aux délibérations ; d'aucune requête introduite par mes soins au Conseil d'Etat. Et ce quelque soit la suite donnée ou ayant été donné à cette plainte dans le but d'éviter tout traitement malveillant, discriminatoire, ou toutes tentatives de représailles.

A cet effet conformément aux dispositions conjointes du Code des Juridictions administratives, article 36 et du Code de procédures civiles, articles :

- 329 : « *La récusation est la faculté accordée aux parties de demander qu'un juge dont elles mettent en cause l'impartialité, ne connaisse pas du procès qui lui est régulièrement déféré* » ;
- 330 alinéas 4° : « *La récusation d'un juge peut être demandée : - s'il y a eu ou s'il y a un procès entre lui ou son conjoint et l'une des parties ou son conjoint.* ».

Par ces motifs, je récusé la désignation dudit Magistrat dans le cadre de quatre (04) requêtes relevant des deux (02) ordonnances du 12 Novembre 2021 :

- o n°14/PP/CE/2021-2022, page 1 ordre 4 : requête du 16.01.18 : rétractation
- o n°12/PP/CE/2021-2022, page 1 ordre 9 : requête du 26.12.16 ; restitution bon de caisse
page 1 ordre 10 : requête du 28.12.16 ; demande additionnelle
page 3 ordre 40 : requête du 26.01.15 ; paiement de somme

En attente pour ma part, de l'annulation desdites ordonnances et de la désignation de nouveaux Magistrats rapporteur en charge de l'Instruction desdits dossiers par vos soins. Je vous prie de croire Monsieur le Premier Président du Conseil d'Etat, à l'expression de mes sentiments respectueux.

Copie : acte d'huissier de justice et lettre au Ministre.